

Les synthèses de l'Auran

# Une reprise aussi soudaine que soutenue sur le 1<sup>er</sup> semestre 2021

## BAROMÈTRE DE CONJONCTURE EMPLOI DE LA MÉTROPOLE NANTAISE



Après la récession record de 2020, l'activité économique française retrouve son niveau d'avant-crise à fin septembre 2021. Le moral des chefs d'entreprises est regonflé, même si de vives tensions sur les approvisionnements impactent les secteurs de l'industrie, du bâtiment et du commerce. À Nantes Métropole, l'emploi se redresse au-dessus du niveau pré-crise dès le 1<sup>er</sup> trimestre de l'année 2021. Cette hausse est principalement portée par la reprise de l'emploi intérimaire, toutefois à un niveau encore inférieur à celui de 2019. Côté recrutements, la reprise est inégale selon les secteurs et le niveau d'embauche est toujours inférieur à 2019, en particulier dans l'hôtellerie restauration. Ce secteur structurellement en tension de recrutements fait les frais du manque d'attractivité de ses métiers lié aux conditions de travail difficiles et aux faibles rémunérations, qui ont fait désertier un grand nombre de salariés.

Les indicateurs sont également positifs sur le front du chômage. Le taux de chômage de la zone d'emploi de Nantes retrouve son niveau d'avant-crise et les inscriptions à Pôle emploi, tous profils confondus, poursuivent leur décrue sur la métropole nantaise. Les jeunes et les demandeurs de longue durée qui bénéficient d'actions renforcées par le Service Public de l'Emploi connaissent les plus fortes baisses. Toutefois, les demandeurs d'emploi de moins de 26 ans sont toujours significativement plus nombreux qu'en 2019. Enfin, le nombre de ménages allocataires du RSA, après avoir très fortement augmenté en 2020, a retrouvé son niveau pré-crise. Pour autant, les plus éloignés de l'emploi avant la crise le sont toujours et ne bénéficient pas encore de la dynamique économique favorable : les recruteurs préfèrent se tourner vers une main d'œuvre plus qualifiée ou opérationnelle à très court terme, et les actions des pouvoirs publics profitent davantage aux personnes proches de l'emploi.

## Chiffres clés SUR LA MÉTROPOLE NANTAISE



**+2,4 %**  
d'emplois salariés privés  
(+3,8 % en France) au 2<sup>ème</sup> trimestre  
2021 par rapport à 2020



**+2,4 %**  
d'emplois intérimaires  
au 2<sup>ème</sup> trimestre 2021  
par rapport à 2020

**+13 %**  
de DEFM jeunes  
de moins de 26 ans et  
d'allocataires du RSA  
en septembre 2021 par  
rapport à 2019



**33 173**  
demandeurs d'emplois  
en fin de mois (DEFM) de  
catégorie A enregistrés à Pôle  
emploi, en baisse de 13 % (-10 %  
en France) en septembre 2021

**+10 %**  
de déclarations  
préalables à  
l'embauche  
sur le premier semestre 2021  
(par rapport à 2020), mais  
un niveau inférieur de 26 %  
à 2019

**6,4 %**  
de taux de  
chômage  
dans la zone d'emploi de  
Nantes (7,8 % en France) au 2<sup>ème</sup>  
trimestre 2021



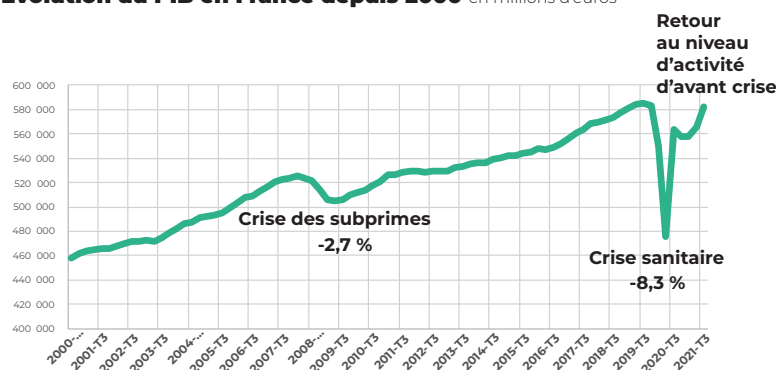
# Une reprise plus vive qu'anticipé mais des tensions d'approvisionnement ralentissent certains secteurs clés

## La levée des restrictions sanitaires redonne du souffle à l'économie française

Au troisième trimestre 2021, le produit intérieur brut (PIB) français retrouve son niveau d'avant-crise, après la récession record de -8,3 % en 2020. L'activité a en effet rebondi en mai et en juin après le confinement d'avril 2021, portée en premier lieu par la consommation des ménages dans les services, hébergement et restauration, culture et loisir, transport... L'investissement dans les services marchands et la construction progresse également et dépasse son niveau d'avant-crise. La balance commerciale contribue aussi positivement à la dynamique : les exportations accélèrent au troisième trimestre, alors que les importations restent stables. Une situation bien différente de la dernière récession de 2008-2009 où l'emploi, les capacités de production et le pouvoir d'achat avaient été durement touchés.



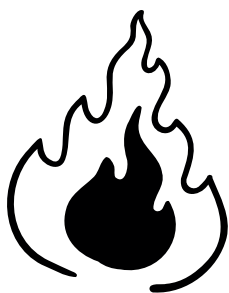
Évolution du PIB en France depuis 2000 en millions d'euros



Source : Insee - comptes nationaux, traitement Auran

En septembre 2021, le climat des affaires des entreprises, mesuré par la Banque de France, est à nouveau au plus haut : tous les secteurs sont au-dessus de leur moyenne de long terme, avec une amélioration remarquable de la conjoncture dans les services. Les tensions sur les approvisionnements impactent en effet à la baisse la confiance des chefs d'entreprise dans l'industrie et le bâtiment (plus d'une entreprise sur deux indiquent des difficultés d'approvisionnement) ainsi que le commerce. L'enquête d'octobre 2021 montre toutefois une amélioration de la perception des perspectives d'activité dans la plupart des grands secteurs.

## Inflation et pénuries de matières premières se confirment



### Énergie : retour de flamme après la chute des cours lors de la crise sanitaire

Les coûts d'énergie et de carburant reprennent leur tendance haussière de ces dernières années, après une année 2020 dont les chocs d'offre et de demande avaient fortement perturbé les cours. En octobre 2021, le brent s'échange à 83,5\$/baril, soit autant qu'au dernier pic d'octobre 2018 et au-dessus de sa moyenne sur 10 ans (73\$/baril). Il est désormais probable que le cours du pétrole reste durablement haut puisque la production du pétrole de schiste compense depuis 2008 le déclin du « conventionnel », mais à des coûts de production nettement plus élevés.

Par ailleurs, les prix s'envolent aussi sur le gaz naturel (+ 29 % sur le tarif réglementé depuis janvier 2019) et l'électricité (+12 % sur le tarif règlementé annoncé début 2022). Ces hausses ont conduit l'État à mettre en place un bouclier tarifaire en octobre 2021 à destination des ménages (indemnité inflation et gel des prix du gaz jusqu'en 2022). Les conséquences de ces évolutions, si elles se poursuivent à long terme, sont également structurantes pour les industriels les plus consommateurs d'énergie, quelle que soit leur capacité à se couvrir contre le risque de variation des prix. Ainsi, la décarbonation de l'industrie pour générer des gains d'efficacité énergétique pourrait donc, en plus d'être un enjeu inscrit dans la loi (Stratégie Nationale Bas-Carbone), s'imposer dans la durée comme une nécessité de transition de modèle économique.

## Produits agricoles, métaux, bois : les prix flambent et les délais s'allongent



Le début de l'année confirme également les tensions sur les prix des produits agricoles, liées à des aléas météorologiques qui ont diminué les volumes de production (indice des prix + 64 % par rapport à mai 2020).

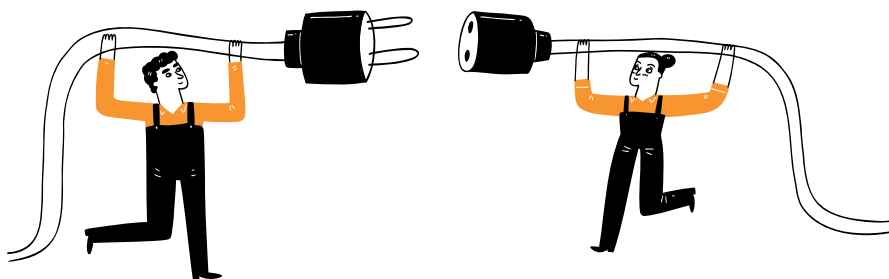
Le cours et les délais d'approvisionnement sur les métaux (prix de l'acier multiplié par 2 en un an, cuivre + 50 %, inox +30 %...) et le bois s'allongent également. La crise sanitaire a en effet conduit à un assèchement temporaire des stocks, lié aux ruptures d'activité dans l'extraction, la production et le transport des matières premières. Les désorganisations des chaînes de production concomitantes à la très forte reprise de la demande fin 2020 et 2021 engendrent désormais des ruptures d'approvisionnement, particulièrement perceptibles dans le BTP et l'industrie.

## Transport maritime : des containers qui valent de l'or



Depuis le second semestre 2021, on constate également une explosion des coûts du fret maritime, qui impacte les capacités d'approvisionnement et déstabilise le commerce

international. Le coût moyen de location (mondial) était d'environ 9 950 \$ en octobre 2021 contre 2 240 \$ un an auparavant. Ces hausses spectaculaires concernent plus particulièrement les routes de l'Asie du Sud-Est (qui concentrent les 2/3 des chargements de containers), avec des prix multipliés par 5 en partance de la Chine. Cela met en difficulté certaines entreprises de l'industrie, mais aussi du commerce de détail. Selon la CnuCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), ces tarifs resteront probablement élevés à court et moyen terme, ce qui pourrait avoir des conséquences sur les moteurs actuels de la mondialisation. Si elle s'installe dans la durée, cette inflation des coûts du transport maritime pourrait donc être un argument de plus à la relocalisation d'une partie de l'appareil productif, qui est dans l'air du temps à l'aune des enjeux environnementaux, sociétaux et d'indépendance économique.



## Composants : une crise qui met la puce à l'oreille

Le premier semestre 2021 est également marqué par la pénurie mondiale de semi-conducteurs (matériau conducteur de courant électrique) qui sont utilisés pour produire des puces électroniques équipant nombre d'appareils du quotidien (voitures, avions, électroménager, smartphones, ordinateurs, objets connectés, montres, jouets...). La crise sanitaire mondiale a ralenti la production des fonderies (en Asie, qui détient un quasi-monopole de production), alors que la demande mondiale de produits électroniques (ordinateurs portables, téléviseurs, consoles de jeu) s'envolait simultanément en raison du confinement et du déploiement à grande échelle du travail à distance. Cela vient s'ajouter à une demande déjà dopée par l'essor de la technologie 5G et par le marché en croissance des objets connectés. Aussi, les délais de livraison s'allongent et s'accompagnent d'une hausse des prix (+10 % à 20 %), elle-même renchérie par la flambée des coûts du transport maritime. Dans l'automobile, les usines d'assemblages du monde entier tournent au ralenti depuis plusieurs mois, dans l'attente de livraison des précieux composants. Le maillon aval de la chaîne de valeur en subit aussi les conséquences : dans la distribution, certains concessionnaires n'ont plus suffisamment de modèles à proposer à leurs clients et se tournent même parfois vers l'occasion pour maintenir leur niveau d'offre.

## Inflation : faut-il s'inquiéter d'une remontée durable des prix ?

L'inflation est montée en septembre 2021 à son plus haut niveau dans la zone euro depuis mars 2012 (+ 3,4 %), alors qu'elle était encore négative fin 2020. Pour l'instant, elle est principalement nourrie par la flambée des prix de l'énergie qui contribue pour moitié à l'augmentation globale. Celle des cours des métaux et des produits agricoles est de son côté en partie absorbée par les industriels et les intermédiaires et se retrouve seulement partiellement dans les prix à la consommation. Hors énergie et alimentation, les prix naviguent ainsi sous la barre des 2 %. Et selon la Banque Centrale Européenne, cette poussée inflationniste s'appuie sur des facteurs temporaires : reprise rapide et inattendue de la demande, désorganisation du fret, faible niveau des stocks, manque de vent qui diminue la production d'énergie renouvelable et hiver précoce, effets en chaîne sur d'autres marchés... La BCE s'attend à ce que l'inflation revienne sous les 2 % dès 2022.

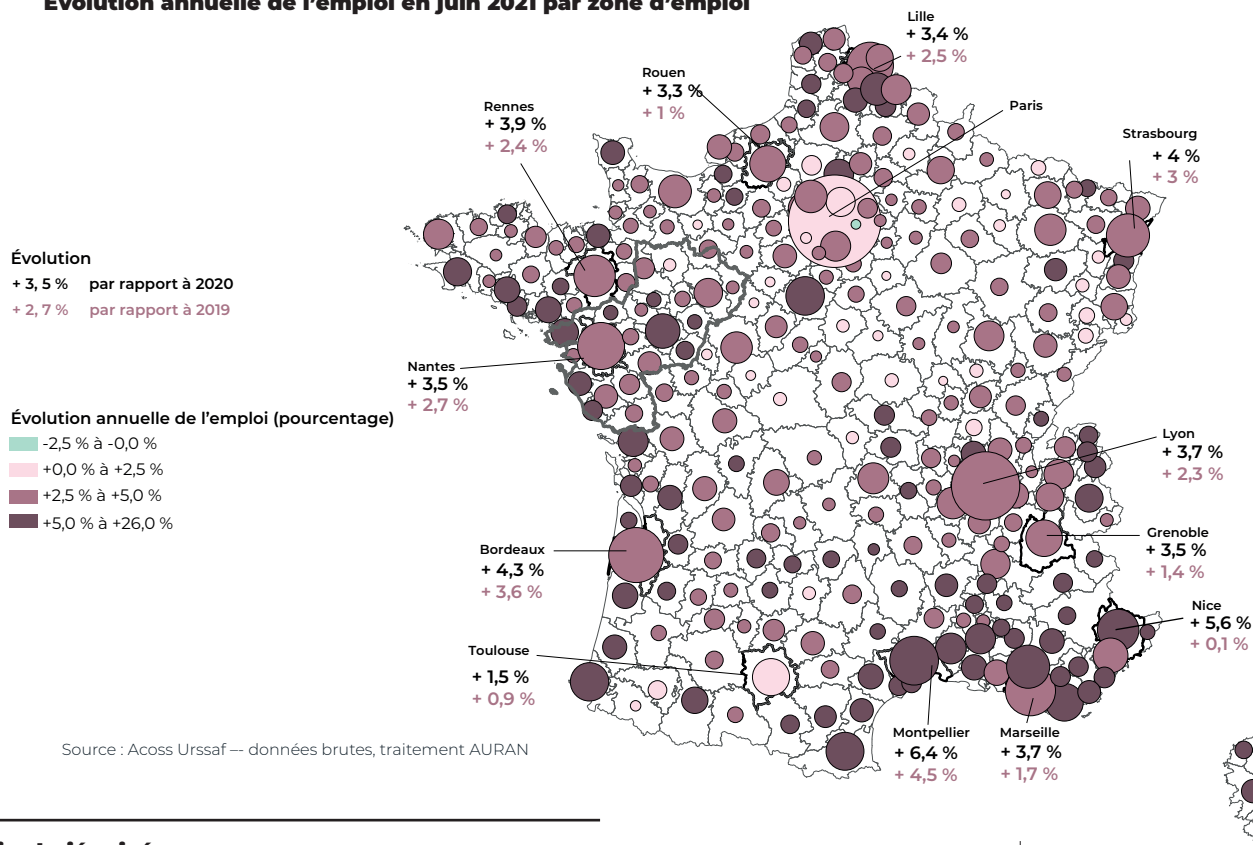
# L'emploi dépasse son niveau d'avant crise au second semestre

## L'emploi retrouve des couleurs début 2021

Dès le début de l'année 2021, les effectifs d'emploi salarié privé rebondissent également dans toute la France. La hausse s'intensifie au deuxième trimestre et les effectifs en juin 2021 dépassent le niveau de 2019 (+1,3 % par rapport au deuxième trimestre 2019 en France métropolitaine). Dans les zones d'emploi métropolitaines, la reprise est particulièrement forte à Bordeaux et Strasbourg, tandis que Toulouse est en retrait, puisque l'activité aéronautique ne reprend de la vigueur qu'au troisième trimestre 2021.

En effet, selon la Banque de France, après avoir pénalisé la croissance en 2021, le secteur des matériels de transport devrait retrouver son rôle moteur de l'industrie manufacturière en 2022. La production aéronautique va progresser à partir du second semestre 2021 dans le sillage de l'accélération des cadences d'Airbus et avec la reprise du trafic aérien attendue au niveau d'avant-crise entre 2023 et 2025. Dès 2023, Airbus pourrait ainsi produire davantage d'appareils monocouloirs (avion de ligne comportant un seul couloir en cabine passagers au pont principal) qu'avant la crise, qui avait provoqué une chute de production de 40 %.

### Évolution annuelle de l'emploi en juin 2021 par zone d'emploi



### Emploi salarié privé

		2020				2021	
Emploi salarié privé		T1	T2	T3	T4	T1	T2
France	Évolution trimestrielle	-2,9%	-0,4%	+ 2,1%	-0,6%	+ 0,9%	+ 1,5%
	Évolution annuelle	-1,7%	-2,4%	-0,7%	-1,8%	+ 1,9%	+ 3,8%
Zone d'emploi de Nantes	Évolution trimestrielle	-2,0%	-0,6%	+ 1,6%	-0,4%	+ 1,4%	+ 0,8%
	Évolution annuelle	+ 0,1%	-0,7%	-0,2%	-1,4%	+ 2,0%	+ 3,5%

Source : Acoess Urssaf — données CVS, traitement Auran

## Rebond des effectifs dans la métropole nantaise

Dans sa dernière enquête auprès des chefs d'entreprises locales en juillet 2021, la CCI de Nantes Saint-Nazaire confirme les tendances nationales : reprise franche de l'activité économique, voire une forme d'euphorie et hausse anticipée des chiffres d'affaire pour 40 % des entreprises de la métropole nantaise. Elle pointe également les difficultés d'approvisionnement en matières premières et le retour des tensions de recrutement dans les métiers où la situation était déjà tendue avant crise. Le climat d'inquiétude s'estompe sur le 1<sup>er</sup> semestre, en particulier dans l'industrie, les services aux entreprises, l'hôtellerie restauration et le commerce, mais pourrait resurgir en fin d'année 2021 avec la reprise épidémique de novembre.

À Nantes Métropole, l'emploi se redresse au-dessus du niveau de 2019 dès le 1<sup>er</sup> trimestre de l'année 2021. En juin 2021, l'Urssaf dénombre 289 080 emplois salariés privés, soit 6 800 emplois de plus qu'au deuxième trimestre 2020 (+2,4 %) et 3 000 de plus qu'au deuxième trimestre 2019 (+1 %). Cette hausse est principalement portée par la reprise de l'emploi intérimaire (+36 % au premier trimestre 2021), qui avait servi en 2020 de variable d'ajustement à la crise, avec les contrats à durée déterminée non renouvelés. L'intérim reste toutefois à un niveau bien inférieur à celui de 2019 mais devrait poursuivre sa hausse sur le 3<sup>ème</sup> trimestre.

### L'emploi salarié privé par secteurs d'activité (données brutes)

	Nantes Métropole			ZE de Nantes	Pays de la Loire	France
	Effectifs au T2 2021	Évolution annuelle (en %)	Évolution par rapport à 2019	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en %)
<b>Emploi salarié privé total</b>	<b>289 079</b>	<b>+ 2,4 %</b>	<b>+ 1,0 %</b>	<b>+ 2,6 %</b>	<b>+ 4,0 %</b>	<b>+ 3,7 %</b>
Industrie	24 184	-0,0 %	+ 1,9 %	+ 0,1 %	-0,3 %	-0,6 %
Eau - énergie - déchets	5 764	-0,1 %	+ 2,8 %	-0,5 %	+ 1,1 %	+ 0,8 %
Construction	18 583	+ 0,4 %	+ 1,8 %	+ 2,1 %	+ 3,4 %	+ 3,7 %
Commerce	40 841	+ 2,3 %	+ 1,6 %	+ 2,1 %	+ 3,0 %	+ 2,3 %
Transport - logistique	22 516	-0,1 %	-0,4 %	+ 0,4 %	+ 0,8 %	+ 1,1 %
Hébergement, restauration	12 450	+ 1,4 %	-0,8 %	+ 2,1 %	+ 8,2 %	+ 10,3 %
Information, communication	28 426	+ 2,1 %	+ 6,6 %	+ 2,2 %	+ 2,7 %	+ 3,3 %
Finance, assurance, activités immobilières	21 789	+ 0,4 %	+ 1,4 %	+ 0,6 %	+ 0,9 %	+ 0,3 %
Activités spécialisées, scientifiques, techniques	29 930	+ 3,1 %	+ 5,5 %	+ 3,1 %	+ 3,5 %	+ 2,1 %
Services administratifs, de soutien	35 340	+ 3,5 %	-10,8 %	+ 4,2 %	+ 16,1 %	+ 11,2 %
- dont intérim	13 423	+ 2,4 %	-23,8 %	+ 4,0 %	+ 30,8 %	+ 28,2 %
Administration publique, enseignement	11 043	+ 7,1 %	+ 7,4 %	+ 6,6 %	+ 6,7 %	+ 7,3 %
Santé humaine et action sociale	25 880	+ 4,8 %	+ 4,2 %	+ 4,7 %	+ 4,0 %	+ 3,9 %
Arts, spectacles et activités récréatives	4 992	+ 10,8 %	+ 2,9 %	+ 12,6 %	+ 11,7 %	+ 11,5 %
Autres activités de services	7 341	+ 7,2 %	+ 4,1 %	+ 6,8 %	+ 5,1 %	+ 4,8 %

source : Acofss Urssaf - données brutes traitement Auran

À Nantes Métropole, la dynamique d'emploi est essentiellement portée par les services : + 2 840 postes dans les services présents et + 1 640 postes dans les services productifs\* par rapport à 2020. Les effectifs sont stables dans l'industrie et la construction au 2<sup>ème</sup> trimestre, maintenant le niveau 2020 qui avait connu une légère hausse au premier semestre. Hors intérim, ces secteurs embauchent davantage en contrats permanents et avaient donc été protégés par les mesures d'activité partielle. Le nombre d'emplois dans le commerce (+ 930 postes) et dans l'hébergement-restauration progresse également, à la faveur de la levée progressive des restrictions sanitaires.

\*Services productifs c'est-à-dire à destination des entreprises productives, dont les biens sont destinés à être diffusés ailleurs que sur le territoire : information et communication, finance et assurance, activités spécialisées, scientifiques, techniques, services administratifs et de soutien. Services présents, qui répondent aux besoins des résidents du territoire (économie résidentielle) ainsi que des touristes : administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale, arts, spectacles et activités récréatives, autres.



## TOURISME, HÔTELLERIE, RESTAURATION, une reprise à la hauteur



Beaucoup plus impactés en 2020, les effectifs dans l'hébergement et restauration progressent au 2<sup>ème</sup> trimestre 2021, à l'aune du déconfinement d'avril 2021 et des assouplissements sanitaires progressifs qui permettent un retour des clientèles dans les établissements. Malgré les défis de respect des contraintes sanitaires et le déploiement du pass sanitaire cet été, les professionnels du tourisme sur la Métropole et plus encore sur le littoral en Loire-Atlantique estiment que la saison estivale a été bonne.

Si la fréquentation internationale manque à l'appel, les clientèles nationales et locales ont largement répondu présentes. Certaines tendances structurelles se sont renforcées avec le contexte sanitaire, comme les réservations de dernière minute et les demandes de séjours flexibles. En séjours payants (hors résidences secondaires et séjours chez famille et amis), le nombre de nuitées sur la métropole nantaise est en hausse en 2021 sur les trois premiers trimestres (+10 % par rapport à 2020), mais toujours en deçà de 32 % par rapport à 2019, avec néanmoins une saison estivale plus favorable. La baisse des nuitées est générale quel que soit le mode d'hébergement. Toutefois les locations familiales en meublés, en résidences de tourisme et les hébergements de plein-air ont été davantage plébiscités, en cohérence avec le contexte sanitaire (préférence pour les locations entières et privatisées).

### Nuitées marchandes déclarées, issues de la taxe de séjour à Nantes Métropole

	Janvier à Septembre 2021	Évolution par rapport à 2019	Évolution par rapport à 2020	Haute saison Juin à Septembre 2021	Évolution par rapport à 2019	Évolution par rapport à 2020
<b>Total Nuitées</b> (hors meublés de tourisme)	1 705 322	-31,8%	+ 10,3%	877 589	-20,9%	+ 27,2%
<b>Nuitées hôtels</b>	823 585	-36,2%	+ 3,4%	513 417	-23,1%	+ 21,0%

Source : Taxe de séjour Nantes Métropole - traitement Auran

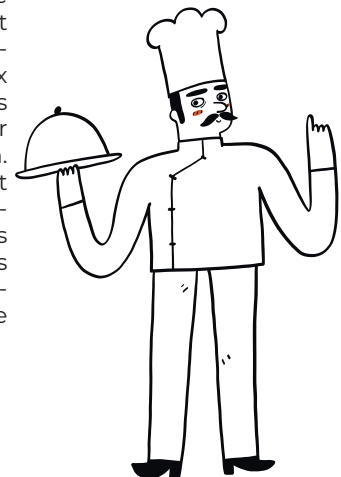


Côté hôtellerie, la fréquentation suit la tendance générale (les hôtels représentant la moitié des nuitées marchandes déclarées). Néanmoins, même si les nuitées ne sont pas au niveau de 2019, les professionnels estiment que la reprise est forte depuis juin, certains hôtels ayant une activité très intense avec le rebond des reports d'événements. En effet, en 2020, la quasi-totalité des événements professionnels et culturels avaient été annulés, reportés ou faute de mieux transformés en événements à distance. Force est de constater que ce n'est pas suivi d'effets dans les pratiques au vu des nombreuses et pressantes sollicitations d'organisation d'événements à la Cité des Congrès de Nantes. Outre la reprise des congrès et salons aux audiences élargies, les événements d'affaires de petite envergure sont également toujours soutenus, et rien ne laisse présager d'un changement de comportement des entreprises sur la tenue de séminaires et de réunions d'entreprise. Le télétravail se généralisant dans la durée pour de nombreuses entreprises (celles dont les métiers le permettent du moins), le besoin de réunir régulièrement l'ensemble de leurs équipes pour renforcer la culture d'entreprise pourrait même participer à augmenter ce type d'événement dans l'avenir.

Cette frénésie d'activité depuis juin 2021 n'est pas sans conséquence sur les rythmes de travail des salariés de l'hébergement et de la restauration, dans un contexte de reprise soudaine où s'ajoutent de très fortes tensions

sur les embauches. En effet, les recrutements dans l'hébergement restauration s'étaient effondrés en 2020 et la tendance 2021, bien qu'en hausse, n'est pas à la mesure du rythme habituel. Heures supplémentaires et tâches étendues sont actuellement le lot des équipes de permanents faute de renfort, ce qui met en tension les organisations s'appuyant en majorité sur des contrats temporaires ou saisonniers.

Côté santé financière, de nombreux établissements ont bénéficié des dispositifs de soutien Covid : activité partielle, fonds de solidarité, aides régionales, prêt garantis par l'État et étalement des charges et des remboursements. Pour autant, un niveau d'activité soutenu en 2022 est une condition nécessaire pour faire face aux remboursements des aides qui doit débiter au printemps prochain. Les inquiétudes quant à la reprise des restrictions sont donc vives avec la remontée des chiffres de contamination depuis novembre 2021.



# Hausse inégale des recrutements selon les secteurs

## Niveau d'embauche toujours inférieur à 2019

143 690 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) ont été déclarées au cours du premier semestre 2021 à Nantes Métropole soit +10 % (+13 625 DPAE) par rapport à la même période en 2020. Le nombre de recrutements avait très fortement chuté avec le choc du premier confinement en 2020. Malgré une forte remontée, le niveau d'embauche au premier semestre 2021 est toujours inférieur de 26 % à celui de 2019.

48 290 déclarations préalables à l'embauche (soit 34 % de l'ensemble des DPAE) concernent des contrats longs de plus d'un mois, dont 20 % en CDI. C'est un niveau équivalent à

celui de 2019, avec toutefois un nombre plus élevé d'embauches dans l'industrie, la santé, l'enseignement et l'administration publique. En revanche, le nombre d'embauches en contrat de plus d'un mois dans le commerce, l'intérim et surtout l'hôtellerie-restauration est nettement plus faible. Par rapport à 2019 on constate un écart de niveau de 33 % soit -45 940 contrats courts. Indépendamment de la durée des contrats, le nombre de recrutements est encore significativement inférieur à celui de 2019 dans l'hôtellerie, café, restauration (-73 %), l'intérim (-39 %) et les activités culturelles et de loisir (-39 %), dans la continuité de 2020.

### Intentions d'embauches par secteurs d'activité à Nantes Métropole

	Intentions d'embauches de plus d'un mois au S2 2021	Évolution annuelle (en effectifs)	% de CDI	Évolution par rapport à 2019	Intentions d'embauches de moins d'un mois au S2 2021	Évolution annuelle (en effectifs)	Évolution par rapport à 2019
<b>Total des DPAE à Nantes Métropole</b>	<b>48 292</b>	<b>+7 681</b>	<b>20%</b>	<b>-3 721</b>	<b>95 400</b>	<b>+5 943</b>	<b>-45 938</b>
<i>Industrie</i>	3 018	+529	58%	+353	474	+56	-95
<i>Eau - énergie - déchets</i>	283	+49	59%	-57	20	+7	+7
<i>Construction</i>	3 640	+649	63%	+40	315	+13	-62
<i>Commerce</i>	7 563	+1 455	37%	-681	4 488	-390	-2 021
<i>Transport - logistique</i>	2 489	+274	24%	-223	3 719	+984	-448
<i>Hébergement, restauration</i>	4 235	-157	47%	-2 914	1 994	-3 237	-14 073
<i>Information, communication</i>	3 443	+514	46%	-241	2 740	+835	-523
<i>Finance, assurance, activités immobilières</i>	2 649	+317	55%	+228	509	-737	-751
<i>Activités spécialisées, scientifiques, techniques</i>	5 015	+1 085	24%	+78	10 525	+4 169	-1 936
<i>Services administratifs, soutien</i>	5 782	+988	14%	-442	16 522	-1 164	-13 334
<i>Administration publique, enseignement</i>	2 008	+571	9%	+325	3 966	+1 053	-104
<i>Santé humaine et action sociale</i>	5 788	+990	6%	+532	30 002	+3 901	+1 568
<i>Arts, spectacles et activités récréatives</i>	867	+120	1%	-313	18 294	+352	-11 917
<i>Autres activités de services</i>	1 512	+297	23%	-406	1 832	+101	-2 249

source : Acoess Urssaf - données brutes traitement Aurant

## l'hôtellerie-restauration en manque de bras

Dans l'hôtellerie-restauration, le volume de recrutement sur le premier semestre 2021 est même inférieur à celui de 2020 dans la métropole nantaise. Et c'est le même constat partout ailleurs : selon le ministère du Travail, en France ces métiers ont attiré seulement 213 000 salariés entre février 2020 et 2021, contre deux fois plus habituellement. Dans le même temps, près de 450 000 ont quitté la profession, soit 20 % de plus qu'à l'accoutumée. Pour une partie des salariés, le confinement et l'arrêt brutal de l'activité ont été l'occasion d'amorcer un changement de vie. Ces professions sont en effet coutumières d'un turn-over très élevé : en cause la double peine de conditions de travail difficiles (horaires contraignants et décalés, déséquilibre vie personnelle et professionnelle) et un niveau de rémunération inférieur aux moyennes nationales (à catégories sociales comparables).

Fin juin 2021, avec le redémarrage de l'activité et la levée progressive des contraintes sanitaires, les difficultés de recrutement bondissent dans le secteur selon la DARES. 3 salariés sur 10 en HCR signalent un manque de personnel et l'expliquent en partie par le départ de salariés placés en activité partielle. Et cette tension se répercute sur les équipes : en juillet 2021, les démissions et licenciements pour motif personnel (dont licenciements pour abandon de poste) sont particulièrement élevés pour un début d'été.

# Des mesures de soutien aux entreprises efficaces

## Créations au beau fixe et défaillances d'entreprises toujours en chute libre



Après une légère baisse en 2020, le niveau de créations de sociétés (hors micro-entreprises) pourrait retrouver en 2021 son niveau d'avant-crise dans la métropole nantaise si l'on projette la tendance des 8 premiers mois de l'année.

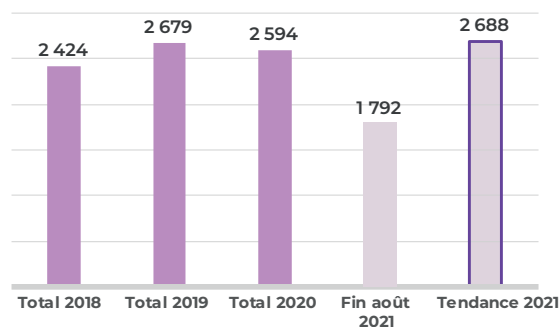
Le nombre de créations de sociétés s'est finalement maintenu sur la durée malgré les difficultés sanitaires. Cette confirmation de la capacité entrepreneuriale du territoire permet le renouvellement et la croissance du tissu économique local.

En revanche et contrairement aux précédents sauts conjoncturels, les défaillances ont plongé à un niveau historiquement bas, localement comme au national. Ce salut est dû aux dispositifs conséquents déployés par l'État en 2020 et jusqu'en septembre 2021 en France métropolitaine pour aider les entreprises sur leur trésorerie afin de faire face à la crise : fonds de solidarité et aides régionales, prêts garantis par l'État, avances remboursables, étalement des remboursements de cotisations etc...

Conséquence de ces amortisseurs : en 2020 l'économie est sous oxygène et les défaillances chutent de 44 % par rapport au niveau habituel dans la Métropole. Et cette tendance se renforce en 2021 puisque fin août 2021, 85 défaillances ont été enregistrées localement contre 150 à la même période en 2020 et 255 en 2019. Selon la Banque de France, les trésoreries des entreprises ont été largement confortées en 2020 avec l'octroi de Prêts garantis par l'État, parfois de précaution puisque certaines entreprises n'ont pas eu à le débloquer et ont entamé des remboursements anticipés (PME et grandes entreprises en majorité). Pour les plus petites entreprises, il y a une symétrie entre la hausse de trésorerie et le recours au PGE.

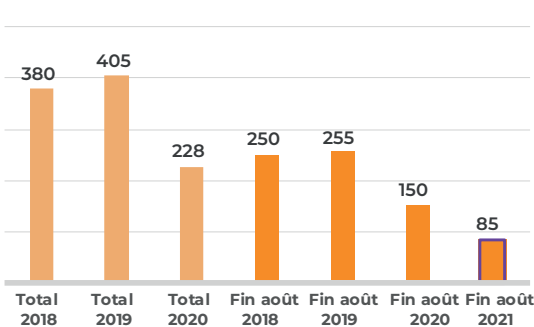
Grâce à ce renforcement de trésorerie, les incapacités à payer sont en forte baisse. Combiné à la reprise générale d'activité, cela a des effets d'entraînement favorables. Il faut dire que les aides aux entreprises viennent juste d'expirer, alors que la reprise est tangible depuis fin 2020. Néanmoins, le démarrage des remboursements doit intervenir à compter de mars prochain, dans une période où les coûts d'approvisionnement mais aussi les inquiétudes sur la situation sanitaire augmentent significativement.

### Créations d'entreprises cumulées sur l'année à Nantes Métropole : projection 2021



Source : Banque de France Pays de Loire, traitements Auran

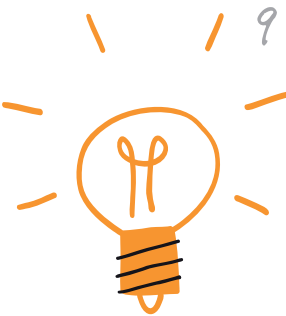
### Défaillances d'entreprises cumulées sur l'année et à fin août à Nantes Métropole



Source : Banque de France Pays de Loire, traitements Auran



# Retour aux (dés)équilibres habituels du marché du travail

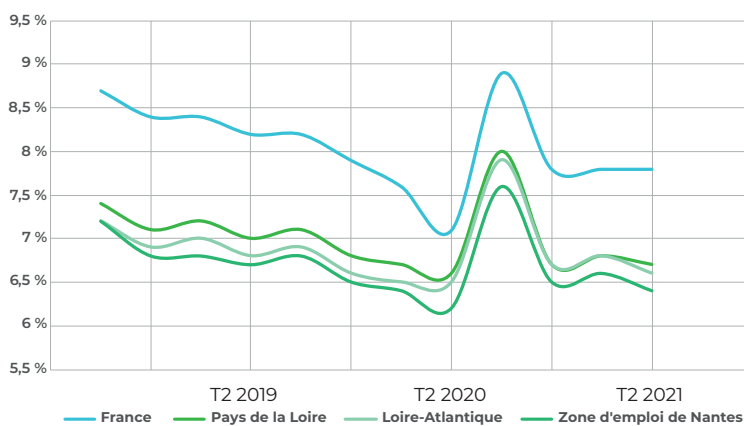


## Le taux de chômage retrouve son niveau d'avant crise

Avec 6,4 % de taux de chômage au 2<sup>ème</sup> trimestre 2021, la zone d'emploi de Nantes se positionne toujours bien en deçà des taux que connaissent les autres zones d'emploi métropolitaines et de la moyenne française (7,8 %), juste derrière celle de Rennes.

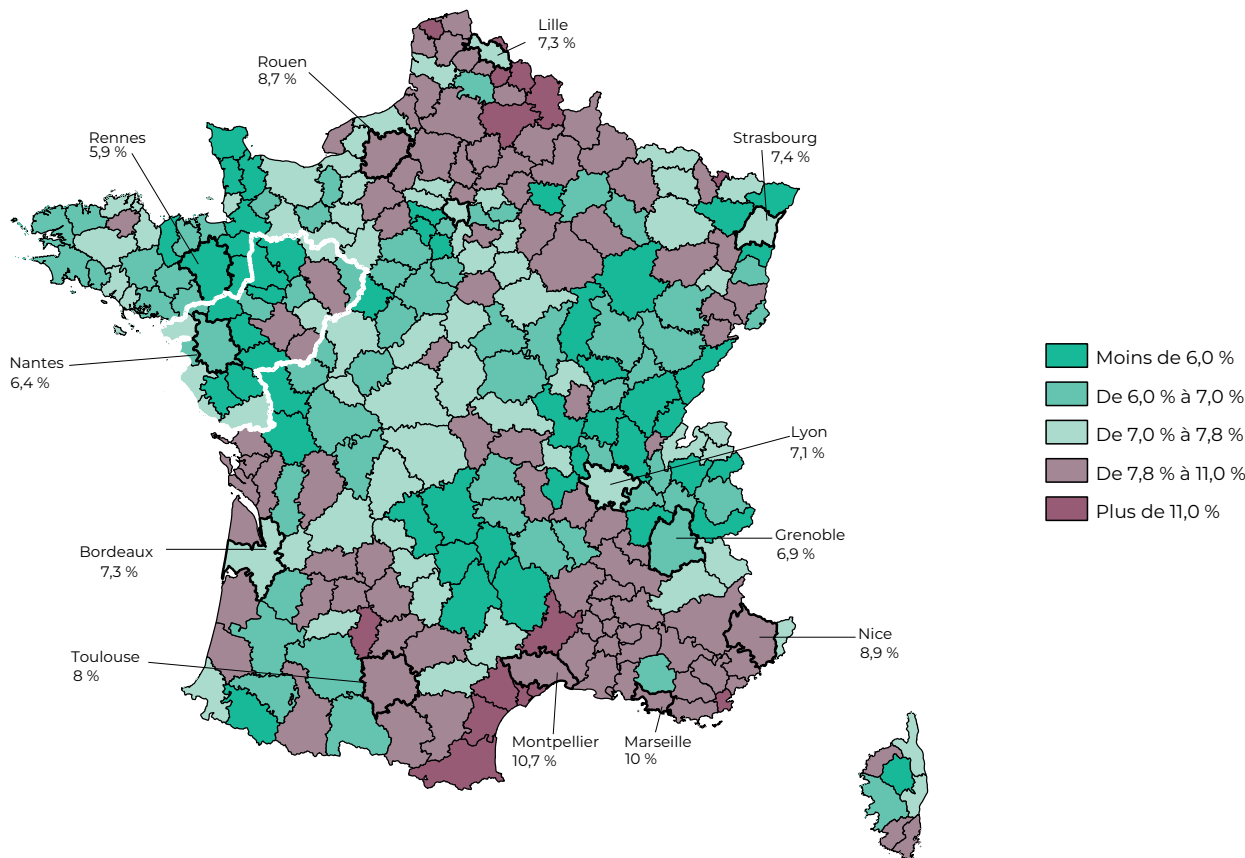
La géographie du chômage, toujours très contrastée en France métropolitaine, reste inchangée après la crise sanitaire, avec toutefois des dégradations sur certaines zones d'emploi, dont Angers et le Mans en Pays de la Loire et dans le bassin rhodanien. Les dynamiques de population, de développement économique et la connexion un peu plus forte des actifs au marché de l'emploi expliquent en partie ces résultats nettement plus favorables dans l'Ouest de la France. Dans la zone d'emploi de Nantes, le taux d'emploi est en effet un peu plus élevé qu'en moyenne en France, avec notamment davantage de femmes qui travaillent à temps partiel et moins d'inactives.

Évolution du taux de chômage sur 3 ans



Source : INSEE, traitements Auran

## Taux de chômage au deuxième trimestre 2021, par zone d'emploi



Source : INSEE, zone d'emploi 2020, traitements Auran

## Baisse générale des inscriptions à Pôle emploi, tous profils confondus

Après une année 2020 marquée par la très forte hausse des inscriptions, principalement en catégorie A, le début de l'année 2021 amorce un « retour à la normale » en nombre d'inscrits à la faveur de la reprise d'activité. En septembre 2021, 33 173 demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) sont inscrits en catégorie A et n'ont donc pas du tout travaillé au cours du mois. Le nombre d'inscrits est en baisse de 13 % en 1 an (-10 % en France métropolitaine) et est également sous le niveau de 2019 (-4,5 %).

### Profil des demandeurs d'emploi de catégorie A à Nantes Métropole

	Effectifs au T3 2021	Évolution annuelle (en %)	Évolution annuelle (en eff)	Évolution par rapport à 2019
<b>DEFM A</b>	33 173	-13,2 %	-5 041	-4,5 %
moins de 26 ans	5 995	-17,9 %	-1 305	+12,7 %
entre 26 et 49 ans	20 186	-14,0 %	-3 273	-10,4 %
50 ans et plus	6 992	-6,2 %	-463	+1,3 %
Hommes	17 243	-13,1 %	-2 593	-2,7 %
Femmes	15 930	-13,3 %	-2 448	-6,5 %
DELD	13 030	-14,1 %	-2 139	+1,2 %
Non DELD	20 143	-12,6 %	-2 902	-7,9 %
Bénéficiaires obligation d'emploi	3 119	-4,8 %	-158	-8,0 %
Non Bénéficiaires de l'OE	30 054	-14,0 %	-4 883	-4,2 %
Bénéficiaires RSA	9 021	-6,1 %	-581	+13,3 %
Non bénéficiaires RSA	24 152	-15,6 %	-4 460	-9,8 %
Indemnisés	17 115	-15,7 %	-3 192	-8,8 %
Non indemnisés	16 058	-10,3 %	-1 849	+0,5 %

Source : Pôle emploi - données brutes, traitement Auran



Les baisses d'inscription concernent l'ensemble des publics mais particulièrement les jeunes (moins de 26 ans) et les demandeurs de longue durée (inscrits depuis un an et plus). En revanche, le nombre d'inscrits seniors, de bénéficiaires du RSA et de l'obligation d'emploi (reconnaissance de handicap) diminue mais moins fortement que les autres DEFM. Enfin, le nombre de DEFM jeunes et bénéficiaires du RSA demeure à un niveau nettement plus élevé qu'avant la crise sanitaire (+13 % par rapport à septembre 2019).

#### Les jeunes (moins de 26 ans) :

**6 000 inscrits, en baisse de 18 % sur un an mais + 13 % par rapport à 2019**

La hausse des inscriptions de jeunes à Pôle emploi avait déjà débuté en 2019, mais a été très fortement accélérée lors de la crise. La reprise d'activité, notamment de l'intérim permet à certains de mettre un pied dans l'emploi. À la Mission locale de Nantes Métropole, plus de 10 000 jeunes ont été suivis au deuxième trimestre, et 9 000 au troisième. Des chiffres en hausse par rapport à 2020 et nettement plus importants qu'en 2019. Près d'un jeune sur deux nouvellement inscrit sans activité et sorti du système scolaire (NEET, c'est à dire ni étudiant, ni stagiaire, et sans travail), mais les conseillers constatent aussi une poussée d'étudiants et de jeunes diplômés du supérieur, ayant décroché de leurs études avec la crise sanitaire ou rencontrant des difficultés d'insertion.

Les moins de 30 ans ont été prioritairement ciblés par les dispositifs d'accompagnements de Pôle emploi déployés lors de la crise, avec le plan « un jeune, une solution » lancé à l'été 2020 qui représente un investissement de 9 milliards d'euros. Couplé aux mesures renforcées d'accompagnement, le plan prévoit aussi une aide exceptionnelle aux employeurs qui recrutent en apprentissage et en alternance, des mesures renforcées pour les jeunes résidant en quartiers prioritaires (emplois francs +), du

soutien pour le mentoring et s'accompagne d'aides pour le financement du permis de conduire. Le Plan de relance prévoit aussi le financement de 100 000 missions supplémentaires de Service Civique en 2020-2021, s'ajoutant aux 140 000 missions financées chaque année depuis 2018, qui profitent également à l'emploi des jeunes.

#### Les demandeurs de longue durée (inscrits depuis un an et plus) :

**13 000 inscrits, -14 % en 1 an mais + 1,2 % par rapport à 2019**

Signal favorable, les inscrits de longue durée depuis un an et plus (DELD) profitent également de l'embellie avec une baisse de 2 140 inscriptions par rapport à septembre 2020. Pour autant, les DELD représentent toujours 40 % des inscrits en catégorie A (comparable à la moyenne régionale et nationale) mais revêt des réalités très hétérogènes quant à l'employabilité des demandeurs d'emploi. On peut y rencontrer des personnes cumulant de nombreux freins à la reprise d'emploi (non maîtrise de la langue, victimes de violences, isolement dans la charge parentale, addictions, etc...), aux parcours de vie professionnelle et/ou personnelle parfois chaotiques et qui sont très éloignées de l'emploi depuis des années. D'autres alternent des périodes d'inactivité et de travail depuis plusieurs mois ce qui explique leur inscription en longue durée tout en étant plus proche de l'emploi.

## Les personnes les plus éloignées de l'emploi restent encore au fond du wagon de la reprise

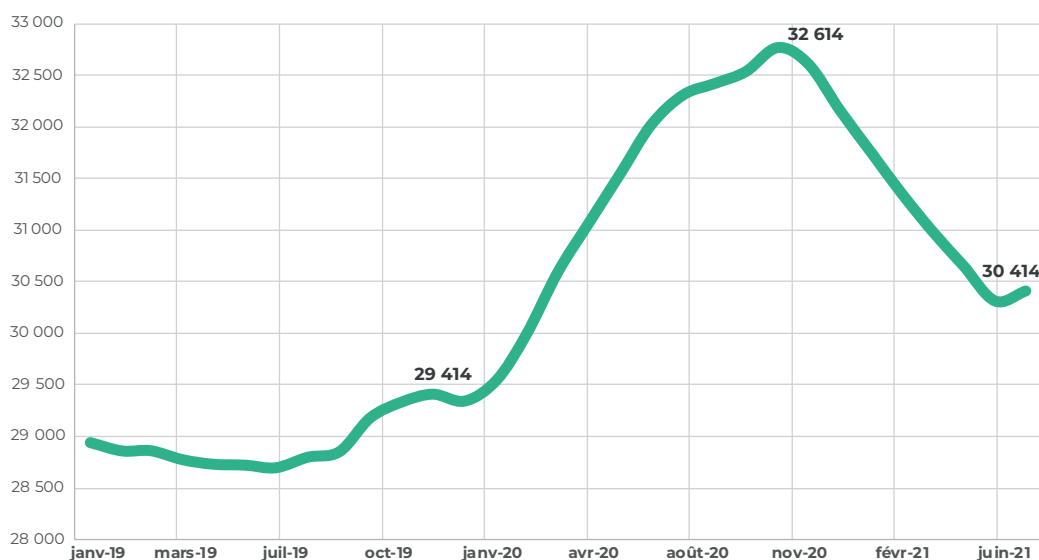
Pôle emploi va déployer dans les prochains mois des aides visant les chômeurs de longue durée : prime à l'embauche pour les employeurs, prime pour le demandeur s'il se forme sur les métiers en tension (HCR, bâtiment, santé) mais aussi un plan Général Longue Durée qui s'adressera aux personnes très éloignées de l'emploi, inscrites 12 mois dans les 15 derniers mois et donnera lieu à un accompagnement intensif.

Ces plans sont salués par les professionnels du PLIE (Plan local pour l'insertion et l'emploi) qui accompagnent les publics adultes (dont un tiers ont 45 ans et plus) et des Unités emplois du Conseil Départemental en charge de l'insertion des personnes allocataires du RSA. En effet, avec la crise de nombreux moyens ont été déployés en faveur des jeunes, et plutôt au détriment des personnes les plus éloignées de l'emploi (seniors, RSA) qui nécessitent des actions plus conséquentes que pour les autres publics afin de garantir leur insertion. Sur certains freins comme la linguistique, le nombre de places dans l'offre de formation locale est clairement insuffisante par rapport aux besoins. Force est de constater que les personnes éloignées de l'emploi avant la crise

le sont toujours et ne profitent pas encore des rebonds. En 2018/2019, la pénurie sur les recrutements était installée ce qui conduisait certaines entreprises à mettre en place des recrutements inclusifs, mais à l'heure actuelle de la reprise rapide, les entreprises en manque de bras ne cherchent que des profils opérationnels et ne sont pas (encore) prêtes à investir sur un profil éloigné de l'emploi.

Enfin, on observe une embellie (relative) sur le nombre d'allocataires du revenu de solidarité active (RSA) en Loire-Atlantique, qui retrouve les niveaux pré-crise après la forte poussée en 2020. Un chiffre qui reste toutefois élevé avec 30 400 ménages allocataires en juillet 2021. En 2020, de nombreux jeunes et personnes avec enfants étaient entrés dans le dispositif, mais au final les nouveaux entrants ne sont pas restés allocataires très longtemps (6 à 9 mois en moyenne). Au troisième trimestre 2021 les profils des allocataires du RSA ont retrouvé le paysage de 2019, et actuellement un allocataire sur deux reste moins de 12 mois dans le dispositif.

### Évolution du nombre de ménages allocataires du RSA en Loire-Atlantique depuis janvier 2019



Source : Conseil Départemental, traitement Auran

# CONCLUSIONS & ENJEUX

L'année 2021 signe le retour au niveau d'activité pré-crise, à la faveur du desserrement des restrictions sanitaires. Le rebond profite à tous les secteurs, à des rythmes toutefois inégaux (intérim, hôtellerie restauration sont encore loin du niveau 2019), et teinté de fortes difficultés d'approvisionnement en matières premières. Les tensions sur les recrutements refont également surface, dans les métiers où la situation était déjà tendue avant crise et sont même exacerbées dans les secteurs percutés de plein fouet par les baisses d'activité comme l'hôtellerie et la restauration. Le secteur fait face à un taux de rotation de la main d'œuvre structurellement important, du fait des conditions de travail difficiles pour des niveaux de rémunération peu attractifs et est pénalisé par la faible part de contrats stables proposés.

Pourtant, dans ce secteur perpétuellement en tension comme dans d'autres (nettoyage, services à la personne, santé, commerce), les entreprises ayant travaillé leur marque employeur ont pu lever une partie de ces difficultés. Les bons élèves de la Responsabilité Sociétale des Entreprises arrivent à fidéliser les équipes et s'appuient davantage sur de l'emploi permanent, en investissant sur leurs collaborateurs. Cela se traduit par diverses actions : processus de recrutement qui privilégient le savoir-être et la motivation plutôt que les compétences, développement de la formation continue, recrutement inclusif, rythmes de travail (rotations d'équipe, horaires adaptés) plus en adéquation avec les attentes des salariés... Ces pratiques permettent une meilleure durabilité de l'emploi qui ont des effets perceptibles sur les inscriptions à Pôle emploi. Un nombre conséquent de salariés navigue en effet entre inactivité et période d'emploi dans les secteurs fortement recruteurs en contrats très courts, temporaires, et/ou saisonniers. Or, la réforme de l'assurance chômage, qui entre en vigueur au 4<sup>ème</sup> trimestre 2021 durcit les droits des chômeurs et vise particulièrement les permittents de l'emploi, qui alternent des périodes d'emploi et d'inactivité. Les tensions sur les recrutements pourraient donc être d'autant plus exacerbées si les entreprises n'adaptent pas leurs pratiques.

Enfin, les inquiétudes sanitaires dissipées du début d'année reprennent fin 2021 avec la montée de la 5<sup>ème</sup> vague. Au niveau économique, le niveau des défaillances d'entreprises, qui est à ce stade exceptionnellement faible grâce aux dispositifs amortisseurs de l'État, peut constituer un signal d'alerte sur des difficultés à venir. En effet, les entreprises vont devoir s'atteler aux remboursements début 2022 : pour certaines d'entre elles, le maintien d'un niveau d'activité soutenu dans les mois à venir sera indispensable pour y faire face.

Retrouvez cette publication et sa méthodologie sur le site internet de l'Auran : [auran.org/publications](http://auran.org/publications)

Insee – Conjoncture Pays de la Loire n°36 « L'emploi accélère, l'activité dépasse son niveau d'avant-crise »  
Insee – Information rapide n°281 « Le PIB progresse de 3,0 % au troisième trimestre 2021 et revient à son niveau d'avant-crise »  
Urssaf des Pays de la Loire – Stat'ur n°47 « Les effectifs salariés dépassent leur niveau d'avant crise »  
Pôle emploi des Pays de la Loire septembre 2021 « Le marché du travail : chiffres clés »  
Banque de France des Pays de la Loire – Tendances régionales « En octobre, l'activité croît dans tous les secteurs, toujours portée par la bonne dynamique de sortie de crise »  
Ministère de l'Économie, des finances et de la relance - Direction générale du Trésor « Coup de chaud sur les prix »  
Ministère du travail et de solidarités DARES « Hébergement restauration : quelle évolution des effectifs avec la crise ? »

Dossier piloté par Mathilde Loget (Cheffe de projet) avec l'appui de l'équipe de l'Auran

*Pour aller plus loin*